

**CONVENTION PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC
non constitutive de droit réel
pour l'installation et l'exploitation d'un espace d'affichage sur un échafaudage**

ENTRE

L'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles,
établissement public administratif régi par le décret n°2010-1367 du 11 novembre 2010,
dont le siège est : château de Versailles, Pavillon Dufour, RP 834, 78 008 VERSAILLES
cedex,
représenté par son Président, Monsieur Jean-Jacques AILLAGON,
ci-après dénommé l' « Etablissement public » ou l' « EPV », d'une part,

ET

La société XXX,
société au capital social deeuros,
inscrite au RCS de sous le n°,
dont le siège social est situé,
représentée par son, M.....,
ci-après dénommée « XXX » ou « l'Occupant », d'autre part,

Ci-après dénommés individuellement « la Partie » ou collectivement « les Parties »

Vu le code du domaine de l'Etat,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le code du patrimoine, notamment ses articles L. 621-29-8 et R. 621-86 et suivants,

Vu le décret du 10 juin 2010 portant nomination du Président de l'Établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Vu le décret n°2010-1367 du 11 novembre 2010 relatif à l'Établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles,

Vu la délibération n°2011-I-16 du conseil d'administration de l'Établissement public du 18 avril 2011 définissant les attributions déléguées au président pour la conclusion des concessions, des autorisations d'occupation et d'exploitation du domaine public et des délégations de service public,

IL EST PRÉALABLEMENT RAPPELÉ CE QUI SUIT :

Dans le cadre des travaux de restauration menés par l'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles (EPV) sur le mur est des Réservoirs de l'Aile nord du château de Versailles, situé rue des Réservoirs à Versailles (78000), et classé monument historique, l'EPV a prévu de faire installer à compter de septembre 2011 (date prévisionnelle) un échafaudage sur la totalité de la façade de ce mur.

Cette opération de travaux est placée sous la maîtrise d'œuvre de l'architecte en chef des monuments historiques territorialement compétent, Monsieur Pierre-André LABLAUDE.

L'EPV a souhaité confier à un tiers l'installation et l'exploitation sur l'échafaudage susmentionné d'un espace d'affichage matérialisé par une bâche, en délivrant une autorisation d'occupation temporaire du domaine public (AOT). Pour ce faire, l'EPV a procédé à une mise en concurrence afin de choisir l'entreprise attributaire de cette AOT.

XXX a répondu à cette mise en concurrence en présentant une offre en date du (annexe 1).

A la suite de cette procédure de mise en concurrence et sur la base de son offre, XXX a été déclaré attributaire de l'AOT.

Les Parties se sont alors rapprochées pour définir, aux termes de la présente convention d'occupation temporaire du domaine public, les conditions dans lesquelles l'EPV autorise XXX à installer et exploiter un espace d'affichage sur l'échafaudage susmentionné, et pour ainsi fixer leurs droits et obligations respectifs.

EN CONSÉQUENCE, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public, l'EPV autorise XXX à installer et exploiter un espace d'affichage publicitaire, complété éventuellement d'une partie décorative (si celle-ci est imposée dans le cadre de la procédure d'autorisation administrative décrite à l'article 5), sur l'échafaudage mentionné en préambule conformément au projet figurant en annexe 3 (ci-après dénommé l'« Espace d'affichage »).

L'aire disponible pour l'affichage publicitaire est de 8,60 m de hauteur X 62,90 m de largeur, soit 542 m² (en une seule ou plusieurs bâches) pour une surface totale de bâchage de l'échafaudage de 1085 m² (cf. plan en annexe 2). Cet échafaudage sera terminé d'être installé à

la mi-septembre 2011 et sera démonté, à la fin des travaux, à la mi-mai 2012, sauf prolongation du délai d'exécution des travaux de restauration du mur mentionné en préambule.

Dans le cadre de la présente autorisation, XXX fournira l'ensemble des prestations techniques nécessaires à la fourniture, à l'installation et à l'exploitation de l'Espace d'affichage, et procèdera à sa commercialisation auprès de grands annonceurs.

La présente convention est conclue en application des dispositions des articles L. 621-29-8 et R. 621-86 et suivants du code du patrimoine, lesquels permettent d'installer sur des immeubles classés ou inscrits aux monuments historiques des bâches d'échafaudage comportant un espace dédié à l'affichage.

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Dans le cadre de la présente autorisation d'occupation temporaire du domaine public, les documents contractuels liant les Parties seront les suivants :

- la présente convention et ses éventuels avenants,
- les annexes ci-après énumérées.

Les annexes à la présente convention sont au nombre de cinq au jour de sa signature :

- annexe 1 : Offre de XXX en date du
- annexe 2 : Plan
- annexe 3 : Projet d'installation
- annexe 4 : Extrait K-Bis et statuts de XXX
- annexe 5 : règlement de visite du domaine national de Versailles

ARTICLE 3 – DROITS ET OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

3.1 XXX est attributaire, par les présentes, d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public lui permettant d'effectuer toute prestation d'installation technique et de commercialisation de l'Espace d'affichage qui lui est concédé par l'EPV.

Pour la bonne exploitation de l'Espace d'affichage, XXX s'engage à effectuer les prestations suivantes :

- conseils et recommandations portant sur les adaptations à réaliser sur l'échafaudage en place et les équipements à y installer pour permettre la pose de toute bâche pendant la durée de la présente convention ;
- conception des structures d'accrochage (cadres de tension) ;
- fourniture et maintenance d'un système d'éclairage de(s) bâche(s) ;
- exploitation technique et publicitaire de l'Espace d'affichage ;
- conception, réalisation et installation éventuelles d'un décor (si celui-ci est imposé dans le cadre de la procédure d'autorisation administrative décrite à l'article 5).

3.2. La société CCR, titulaire du marché de restauration de la façade et à ce titre en charge de l'installation des échafaudages procède, à la demande de l'EPV, à toutes les opérations nécessaires afin que l'échafaudage déjà en place puisse recevoir toute bâche fournie, installée

et exploitée par XXX. A cet effet, il est précisé que la société CCR doit présenter à l'EPV une proposition dénommée « *Avenant au marché de base* » décrivant les prestations nécessaires :

- à la mise en conformité de l'échafaudage pour lui permettre de recevoir toute bâche fournie, installée et commercialisée par XXX ;
- à la fourniture et à la pose des structures d'accrochage des bâches (cadres de tension).

L'EPV s'engage à commander ces prestations auprès de la société CCR, une fois que celles-ci auront été homologuées par XXX, par le bureau de contrôle choisi par l'EPV, par le maître d'œuvre et par le coordonnateur SPS.

Les prestations ainsi confiées par l'EPV à la société CCR dans le cadre de l'avenant précité, feront l'objet d'une facture établie par CCR et adressée à l'EPV ; ce dernier refacturera à XXX les mêmes sommes, le règlement de cette facture devant être effectué par XXX dans les 30 jours de la date de facturation de l'EPV.

3.3. XXX s'engage à concevoir des structures d'accrochage des bâches (cadres de tension). Ainsi que mentionnés ci-dessus, et une fois conçus par XXX, ces cadres de tension seront directement commandés par l'EPV auprès de la société CCR.

3.4. L'espace d'affichage devant faire l'objet d'un éclairage de nuit. XXX procédera à sa mise en place et à son entretien, et en règlera la consommation. L'EPV s'engage cependant à fournir à XXX l'alimentation électrique nécessaire au moyen d'un compteur divisionnaire. Pour la réalisation de cette prestation, l'EPV fera intervenir son électricien habituel qui devra disposer cette alimentation à proximité de l'échafaudage pour une puissance de 30 kWh (à confirmer par XXX).

3.5. Si un décor est imposé dans le cadre de la procédure d'autorisation administrative décrite à l'article 5, XXX s'engagera à concevoir, réaliser et installer ce décor devant être intégré en façade selon le projet figurant en annexe 3.

3.6. XXX procédera à l'exploitation publicitaire et technique de toute bâche à installer sur les cadres de tension précédemment fournis et posés par la société CCR, recherchera et contractera directement avec les annonceurs ou agences, et effectuera la pose et la dépose de toute bâche.

Les toiles imprimées devront être constituées à partir de bâches pleines d'au moins 320g du m2 classées M2. Ces bâches seront équipées d'un dispositif permettant leur fixation par laçages sandow (A confirmer par XXX dans le cadre de la consultation). En tout état de cause, elles devront être conformes aux règles « Neige et vent ».

XXX s'engage à ce que les opérations de pose et dépose des bâches, ainsi que leur remplacement éventuel, soient effectuées selon les prescriptions définies par le plan général de sécurité du chantier et le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) agréé par le coordonnateur sécurité, responsable de la sécurité du chantier, de façon à prévenir tous risques professionnels et éviter toutes incidences avec le chantier en cours.

3.7. Une fois réalisée l'installation des équipements fournis et posés par la société CCR à la demande de l'EPV, et afin de permettre la pose et le renouvellement des bâches, l'EPV organisera une réception de l'ouvrage à laquelle devront être convoquées XXX et la société CCR. Cette réception se tiendra dans les 7 jours ouvrés suivant la fin des opérations (après mise en œuvre sur le site et pose de l'ensemble des dispositifs). L'EPV adressera, par télécopie ou par courriel, une convocation déterminant l'ordre du jour de la réunion, sa date et son heure. XXX devra accuser réception de cette convocation et confirmer, au plus vite, sa présence.

Un procès-verbal de réception sera établi contradictoirement entre les Parties le jour de la réception qui constatera, soit la réception définitive et sans réserve de l'ensemble des dispositifs mis en place, soit la réception provisoire avec réserves. Dans ce dernier cas, le procès-verbal mentionnera les réserves ainsi que les éventuels défauts de conformité, ainsi que, le cas échéant, la date convenue pour la levée des réserves, cette date faisant office de nouveau rendez-vous de réception jusqu'à apurement des réserves.

En cas d'absence de la société CCR, l'EPV et XXX établiront conjointement un projet de procès-verbal de réception qui sera adressé à chacune des Parties ainsi qu'à la société CCR dans un délai de 7 jours ouvrés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par coursier. Chacun des participants à la réunion de réception de l'ouvrage disposera d'un délai de 7 jours ouvrés pour faire part de ses éventuelles réserves. A défaut d'observations dans ce délai, les prestations relatives à la présente convention seront considérées comme valablement réceptionnées sans réserve.

3.8. XXX devra procéder par la suite à toutes les prestations de pose et dépose des bâches sur les emplacements ainsi installés et dûment réceptionnés.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D’AFFICHAGE

XXX s'engage à ce que les publicités devant être affichées sur l'emplacement concédé s'intègrent et soient en adéquation avec le lieu exceptionnel qu'est le château de Versailles. XXX s'engage également à faire en sorte que les visuels proposés par les annonceurs tiennent compte du caractère de monument historique du lieu.

Ainsi, les messages publicitaires et, de manière plus générale, les visuels proposés ne devront pas heurter, par leur contenu, l'histoire et la destination culturelle du château de Versailles.

Chaque projet de visuel publicitaire destiné à un affichage, devra être présenté à l'EPV sous forme de photomontage pour approbation.

Tout visuel non conforme aux spécifications rappelées ci-dessus pourra être refusé par l'EPV sans que celui-ci ait besoin de justifier un motif.

Compte tenu de ce contexte particulier et du prestige du lieu, l'EPV se réserve le droit de refuser tout visuel ou message qu'il considérerait susceptible de porter atteinte à sa réputation, à son image, à ses intérêts matériels ou moraux, ou à ses relations avec ses mécènes, parrains et partenaires, sans avoir à en justifier et sans que ce refus ne puisse donner droit au versement d'une quelconque indemnité.

Chaque projet devra être préalablement soumis par XXX à l'EPV qui disposera d'un délai de 7 jours ouvrés pour le valider ou le refuser. A défaut d'observation de l'EPV dans ce délai, le projet présenté par XXX sera considéré comme refusé par l'EPV.

Le non respect du choix validé par l'EPV entraînera la résiliation de la présente convention dans les conditions fixées à l'article 16-1.

Chaque bâche installée par XXX ne pourra l'être que pour une durée égale ou supérieure à un mois consécutif (à négocier avec XXX).

Les Parties sont convenues de faire tous les efforts nécessaires afin que la toile décorative (si celle-ci est imposée dans le cadre de la procédure d'autorisation décrite à l'article 5), ainsi que le premier affichage publicitaire, puissent être installés sur l'échafaudage début novembre 2011.

ARTICLE 5 – FORMALITÉS ADMINISTRATIVES – TAXES

XXX procédera à la rédaction d'un dossier de demande d'autorisations administratives qui devra être déposé auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) d'Ile-de-France par l'EPV. XXX assistera l'EPV pour l'ensemble des démarches à effectuer auprès des autorités administratives compétentes afin de faciliter l'obtention de l'ensemble des autorisations nécessaires. XXX préparera les demandes d'autorisation d'affichage selon les modalités décrites notamment par les articles R. 621-86 et suivants du code du patrimoine pris pour l'application de l'article L621-29-8 du code du patrimoine.

XXX ne sera cependant tenu que d'une obligation de moyens.

XXX s'engage à satisfaire à toute contrainte ou injonction adressée par l'administration à l'une ou l'autre des Parties, laquelle s'oblige à informer l'autre Partie immédiatement.

XXX s'engage par ailleurs à procéder au règlement de l'intégralité du montant des taxes administratives liées aux opérations d'affichages objet de la présente convention dans les délais imposés par l'administration, quand bien même ces taxes seraient appelées par l'administration fiscale au nom de l'EPV. Dans ce cas, l'EPV sera autorisé à refacturer l'intégralité desdites sommes dès réception de ces appels de fonds.

ARTICLE 6 – DROITS ET OBLIGATIONS DE L'EPV

Pour permettre la bonne réalisation par XXX des obligations qui lui incombent au titre de la présente convention, l'EPV s'engage à :

- transmettre à XXX toutes informations ou tous renseignements nécessaires à l'avancement des prestations :
 - ◆ plan, coupe, élévation sur les lieux d'implantation des échafaudages,
 - ◆ plan de prévention type,
 - ◆ tout document concernant les normes techniques et en vigueur,
 - ◆ et, plus généralement, toute information requise par XXX ;
- remettre ou faire remettre à XXX les notes de calculs effectués par CCR et visées par le bureau de contrôle ayant validé l'échafaudage en place afin de lui permettre de procéder à la vérification technique de la proposition de renforcement de l'échafaudage nécessaire à la mise en place des bâches ;
- agir en tant que de besoin auprès de tout intervenant public ou privé en vue de l'obtention de toutes autorisations administratives ou autres nécessaires à la réalisation par XXX de ses prestations ;
- fournir un câble d'alimentation électrique et un compteur divisionnaire au pied des équipements en vue de l'éclairage des bâches (cf. article 3.4).

L'EPV autorise par ailleurs XXX à faire figurer, soit en partie basse de toute bâche installée par ses soins, soit au moyen d'un panneau et selon un visuel qui seront déterminés d'un commun accord entre les Parties, son nom, son logo et son numéro de téléphone.

ARTICLE 7 – DURÉE

La présente convention est conclue pour une durée de huit mois à compter de sa date de signature.

En cas de prolongation du délai d'exécution des travaux de restauration du mur mentionné en préambule, la présente convention pourra être reconduite, par voie d'avenant à la présente convention, pour une durée maximum de six mois, par décision préalable expresse de l'EPV qui devra en informer XXX au moins trois mois avant l'expiration de la présente convention.

A titre d'information, il est prévu que l'échafaudage commencera normalement à être démonté à compter du 30 avril 2012 sauf prolongation du délai d'exécution des travaux.

ARTICLE 8 - CONDITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AUX OCCUPATIONS PRIVATIVES SUR LE DOMAINE PUBLIC DE L'ÉTAT

Article 8-1 - Caractère personnel de l'autorisation

La présente autorisation d'occupation est accordée à titre personnel à XXX, représentée par son, qui au jour de la signature de la présente convention est M....., et dont les statuts et l'extrait K-bis figurent en annexe 4.

Sous peine de résiliation de la convention, l'occupant ne peut procéder à aucun transfert de ses droits à titre gratuit ou onéreux, total ou partiel, et notamment à aucune sous-location, mise à disposition temporaire ou sous-traitance, en tout ou partie et sous quelque forme que ce soit, sauf accord préalable et écrit de l'Établissement public.

Cependant, XXX pourra exécuter la présente convention en recourant à un ou plusieurs sous-traitants, ce qui est accepté par avance par l'EPV, qu'il s'agisse des prestations techniques portant sur l'échafaudage, la fourniture des structures d'accrochage ou des prestations de fourniture, pose et dépose de bâches, ou de l'éclairage de celles-ci.

Les sous-traitants seront gérés par XXX qui restera pleinement responsable du contrôle de la bonne exécution de leurs prestations.

XXX ne pourra en aucun cas imputer à son ou à ses sous-traitants, tout dysfonctionnement, retard ou incident qui surviendrait à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Toutes les dispositions de la convention sont ainsi applicables aux éventuels sous-traitants de XXX, celle-ci demeurant néanmoins entièrement responsable du respect de l'ensemble des clauses figurant aux présentes par les sous-traitants qu'il aura choisis.

XXX doit notifier dans un délai d'un mois à l'Établissement public, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, tout projet de modification qui serait de nature à changer

sa forme juridique ou la personne de ses représentants. Cette notification doit être préalable à toute modification.

La notification comporte nécessairement une description détaillée de l'opération envisagée, l'occupant fournissant toutes les explications complémentaires à l'Établissement public que ce dernier jugera utiles de demander.

S'il s'avère qu'une telle modification a pour effet de substituer à la personne morale bénéficiaire de l'autorisation une entité juridique différente, ou d'entraîner un changement de contrôle de celle-ci, l'Établissement public se réserve la faculté, dans le mois de cette notification, de s'opposer soit au changement de forme juridique, soit au changement de la personne de ses représentants. En cas d'opposition de l'Établissement public aux modifications projetées par l'occupant, les Parties conviennent que la convention initiale est maintenue dans toutes ses formes et conditions, et l'Occupant s'engage à respecter celles-ci.

Cette clause étant une condition expresse, toute inobservation peut entraîner la résiliation immédiate de la présente convention sur simple notification par lettre recommandée avec avis de réception, sans autre formalité notamment judiciaire et sans indemnité.

Article 8-2 - Occupation du domaine public

1) En raison de son caractère de simple tolérance et de sa précarité, la présente convention portant occupation du domaine public ne peut ouvrir, au profit de l'Occupant, de droit quelconque au bénéfice des législations sur la propriété commerciale, sur les locations à usage professionnel et sur les locations gérances.

Les usages et pratiques liés à l'exercice d'une activité commerciale ne peuvent être valablement opposés à l'Établissement public.

La convention ne donne en particulier à l'occupant aucun droit au maintien dans les lieux après cessation de la présente convention pour quelque cause que ce soit.

2) Par ailleurs, la présente convention ne confère pas le droit réel prévu par les articles L.2122-6 à L.2122-14 du code général de la propriété des personnes publiques. En conséquence, la présente autorisation n'est pas susceptible d'ouvrir droit à l'indemnisation renforcée stipulée à l'article L.2122-9 du code général de la propriété des personnes publiques.

3) A la cessation de la convention pour quelque cause que ce soit, et en application de l'article L.2122-9 du code général de la propriété des personnes publiques, l'Occupant devra remettre, à ses frais, les lieux en leur état primitif, en retirant les installations réalisées sur l'Espace d'affichage, autres que celles financées par l'Etat ou l'Établissement public, faute de quoi des mesures pour y parvenir seront prises d'office par l'EPV aux frais de l'Occupant.

ARTICLE 9 – CONDITIONS FINANCIÈRES

En contrepartie de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public qui lui est consentie, XXX réglera à l'EPV une redevance, pour partie fixe et forfaitaire (redevance minimum garantie – RMG), et pour partie variable (redevance variable additionnelle).

Cette redevance devra être nette de toutes les charges auxquelles XXX pourra être tenu au titre des obligations souscrites en application de la présente convention, notamment les charges

d'exploitation, de maintenance et de contrôle, d'assurance, d'impôts ou autres taxes conformément aux dispositions figurant ci-dessus.

9.1 - Redevance garantie

Pour l'ensemble de la durée de la présente convention, XXX devra en tout état de cause régler une redevance minimum garantie « RMG » arrêtée à la somme de :

- euros HT .si l'exploitation de l'Espace d'affichage est exclusivement publicitaire ;
- euros HT si l'exploitation de l'Espace d'affichage est pour partie publicitaire et pour partie décorative.

Cette redevance minimum garantie étant stipulée HT, XXX sera redevable en sus de la TVA au taux en vigueur au jour du règlement.

En cas de réduction de la durée de la présente convention, et par voie de conséquence de l'affichage prévu, cette redevance garantie sera réduite au prorata de la réduction de la durée de la convention. Si la réduction de cette durée devenait cependant trop importante et mettait en péril l'équilibre économique de l'exploitation par XXX de l'espace d'affichage qui lui est concédé par l'EPV, les Parties se réuniraient afin de négocier, de bonne foi, le montant de cette redevance minimum garantie.

En cas de prolongation de la durée de la présente convention, et par voie de conséquence de l'affichage prévu, conformément à l'article 7, cette redevance garantie sera augmentée au prorata de l'augmentation de la durée de la convention.

9.2 - Redevance variable additionnelle

La RMG sera complétée par une redevance variable additionnelle correspondant si, et seulement si, celle-ci est positive, à la différence entre un pourcentage du chiffre d'affaires HT global réalisé par XXX pendant la durée de la présente convention et la redevance minimum garantie stipulée ci-dessus.

Par chiffre d'affaires, les Parties entendent la somme HT de tous les droits d'asile (achat de l'espace publicitaire concédé par l'EPV), y compris les frais techniques (fabrication, impression, pose et dépose des bâches) et hors frais et honoraires de création de visuel, facturés par XXX aux annonceurs ou à leurs agences média dans le cadre de la commercialisation de l'emplacement pendant toute la durée de la présente convention.

Ce pourcentage est fixé à HT du chiffre d'affaires HT ainsi défini et réalisé par XXX pendant la durée de la présente convention.

En cas de prolongation de la durée de la convention, et par voie de conséquence de l'affichage prévu, conformément à l'article 7, ce pourcentage sera appliqué pendant la durée de prolongation de la convention.

9.3 - Règlements

La redevance due au titre de la présente convention fera l'objet d'une facturation provisionnelle appelée sur la base de la redevance minimum garantie. Un premier règlement

sera effectué par XXX, dès la signature de la présente convention, sur présentation de facture de l'EPV, représentantdu montant total de la redevance minimum garantie.

Le solde, toujours calculé à partir de la RMG, sera réglé, sur présentation de factures établies par l'EPV, par parts égales représentant chacunedu montant total de la RMG, aux dates suivantes :

La part variable de la redevance, objet des présentes, devra être réglée par XXX à l'EPV, une fois effectuée la reddition des comptes qui devra intervenir dans les trente jours suivant l'expiration de la présente convention. XXX transmettra à l'EPV une déclaration certifiée sincère et véritable indiquant les chiffres d'affaires réalisés au titre de l'emplacement concédé tout au long de la présente convention. Après validation de cette reddition de compte par l'EPV, XXX procèdera au règlement du solde, s'il existe, dans le mois suivant cette validation.

En cas de retard des paiements, à son échéance, de toutes sommes dues par XXX au titre des dispositions des articles 9.1 et 9.2 ci-dessus, et après mise en demeure demeurée infructueuse pendant un délai de quinze jours, celles-ci porteront intérêts à compter de cette date d'échéance, au taux de l'intérêt légal en vigueur au jour de l'exigibilité.

9.4 - Contrôle de la redevance

XXX s'engage :

- à tenir à jour en permanence une comptabilité analytique relative à l'exploitation de l'espace d'affichage qui lui est concédé ;
- à communiquer à l'EPV, dans les quinze jours suivant la fin de chaque affichage, un état certifié exact faisant apparaître le nom de l'annonceur ainsi que les références et montants des factures émises portant sur le droit d'asile de l'espace au cours de la période écoulée, y compris frais techniques et hors frais et honoraires de création ;
- à transmettre à l'EPV, à première demande, les copies de factures adressées par XXX à ses clients pour les affichages considérées.

ARTICLE 10 – RESPONSABILITÉS

10.1. L'Occupant supporte seul et sans pouvoir exercer de recours contre l'Etat, l'Établissement public ou leurs assureurs, sauf cas de malveillance ou de faute lourde, les conséquences des accidents et dommages de toutes natures qui pourraient survenir, du fait de l'usage de l'espace occupé, soit à lui même, soit à son personnel, soit à des tiers agissant pour son compte, soit à ses fournisseurs.

L'Occupant est responsable des préjudices de toutes natures qui pourraient être occasionnés à l'Etat, à l'Établissement public et/ou à toute personne physique ou morale, sauf cas de malveillance ou de faute lourde de la victime, soit du fait de son activité, soit du fait des personnes dont il est responsable ou des choses dont il a la garde. A cet égard, il garantit l'Etat, l'Établissement public et leurs assureurs contre tout recours qui pourrait être engagé contre eux.

L'Occupant fait son affaire de tout dommage susceptible d'être occasionné aux matériels, mobiliers, marchandises et autres objets lui appartenant ou appartenant à son personnel ou à tout autre personne dont il est responsable, et renonce, excepté en cas de malveillance ou de

faute lourde de la part de l'Etat et de l'Établissement public, à tout recours contre ces derniers ou leurs assureurs.

L'Occupant est responsable de la sécurité des personnes et des biens mobiliers dans le cadre de l'activité autorisée par la présente convention, sans que l'Établissement public puisse être mis en cause.

10.2. XXX ne pourra prétendre à aucune indemnisation de la part de l'EPV en raison :

- de tout événement affectant gravement l'activité du média ;
- de l'évolution de la réglementation applicable dans le périmètre ou aux activités de XXX ;
- de l'exécution de tous travaux quelconques sur le périmètre et sur la façade sur laquelle seront affichées les publicités.

Dans le cadre de l'exploitation qui lui est concédée par l'EPV, XXX s'engage à se conformer aux lois, décrets, arrêtés, ordonnances et règlements de police en vigueur ou à intervenir (y compris les autorisations et injonctions administratives et judiciaires) et notamment les dispositions du code de l'environnement, du règlement local de publicité qui en découle, XXX s'engageant à faire son affaire de toute réclamation qui pourrait être présentée à l'EPV à ce sujet.

L'occupant s'engage à se conformer au règlement de visite du domaine national de Versailles figurant en annexe 5, ainsi qu'à toutes les prescriptions qui lui sont communiquées par les services gestionnaires de l'Établissement public.

ARTICLE 11 : ASSURANCES

L'occupant s'engage à souscrire, et à imposer aux tiers intervenant pour son compte, de souscrire toute police d'assurance, auprès de compagnies d'assurances ayant le droit d'exercer leurs activités en France, lui permettant de garantir de façon suffisante l'ensemble des risques, dommages, et responsabilités liés à son occupation et à ses activités.

L'occupant s'engage à communiquer à l'Établissement public une attestation de son assureur dès la signature de la présente convention.

L'occupant doit acquitter les primes d'assurance à ses frais exclusivement et doit justifier leur paiement sur demande de l'Établissement public.

Par le seul fait de la présente convention, l'Établissement public est subrogé dans tous les droits de l'occupant en cas de sinistre et peut notifier à la compagnie d'assurance, aux frais de l'occupant les actes nécessaires pour faire produire ses effets à cette subrogation.

ARTICLE 12 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En vertu des dispositions des articles L 112-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle, tous les plans, croquis et ouvrages, même inachevés, concernant les dispositifs de communication, objet de la présente convention, demeureront la propriété exclusive de XXX.

Sauf accord préalable écrit de XXX, l'EPV s'engage à ne pas communiquer à des tiers les plans, éléments de calcul, pièces décrites et, de manière générale, tous documents et informations qui pourraient lui être remis à ce sujet.

L'EPV s'engage également à ne pas les utiliser pour d'autres opérations et plus généralement à respecter la propriété industrielle des procédés mis en œuvre par XXX.

ARTICLE 13 - LEGALITÉ DU PERSONNEL – TRAVAIL DISSIMULÉ

XXX dispose de l'indépendance de sa gestion, exclusive de tout lien de subordination ou de représentation sous quelque forme que ce soit avec l'EPV.

Cette indépendance s'applique tant au personnel de XXX qu'à son recrutement qu'il juge adapté ainsi qu'à l'exécution de ses obligations sociales et fiscales. La responsabilité de l'EPV ne pourra être recherchée à cet égard.

XXX s'engage à affecter aux prestations à réaliser, un personnel compétent en nombre suffisant.

XXX est responsable de son personnel, en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel et des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations dont il a la charge. En pareil cas, un constat contradictoire devra être établi dans les meilleurs délais par les Parties, et, le cas échéant, par leurs assureurs.

Par ailleurs, le personnel de XXX affecté à l'exécution des prestations envisagées par la présente convention demeurera, en toute circonstance, placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusive de XXX. A ce titre, XXX assure la discipline et la sécurité de son personnel.

XXX s'engage à se conformer aux dispositions de la législation du travail, aux stipulations de la convention collective dont il relève et à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives à l'exécution des prestations d'affichage, de publicité et de communication événementielle. XXX s'engage à faire respecter les dispositions légales et réglementaires ainsi que la présente convention à toute personne physique ou morale qu'il fera intervenir en se portant garant et responsable vis-à-vis de l'EPV.

XXX s'engage à respecter les dispositions de l'article L 8221-1 du code de travail relatives à l'interdiction du travail dissimulé.

Par la signature de la présente convention, XXX atteste sur l'honneur que l'exploitation de l'espace publicitaire qui lui est concédé sera réalisée avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 3243 et suivants du code du travail et des articles L 1221-10, L 1221-13 du code du travail d'une part, et qu'en cas d'emploi de salariés de nationalité étrangère, ces derniers seront dans une situation régulière les autorisant à exercer une activité professionnelle en France, d'autre part.

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITÉ

Le contenu de la présente convention revêt un caractère strictement confidentiel. Chacune des Parties s'engage à ne communiquer les informations confidentielles (et présentées comme telles) reçues de l'autre Partie à l'occasion de l'exécution de la présente convention qu'à leurs préposés, conseillers ou sociétés apparentées qui en auront besoin dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

La présente obligation de confidentialité ne s'appliquera pas aux Parties en cas d'injonction administrative ou judiciaire ou pour faire valoir ses droits et, dans le cas où l'une des Parties aurait besoin de justifier, auprès de l'administration fiscale, des écritures passées en exécution de la convention. Elle ne s'applique pas non plus pour la communication d'informations aux commissaires aux comptes ou aux conseils des Parties, ceux-ci étant soumis au secret professionnel à l'égard de leur client.

ARTICLE 15 –FORCE MAJEURE

Conformément aux dispositions de l'article 1148 du code civil, aucune des Parties ne sera responsable de la non exécution, partielle ou totale, de ses obligations au titre du contrat si l'exécution partielle ou totale de ses obligations a été empêchée par un cas de force majeure ou par un cas fortuit, tels que définis par la jurisprudence de la Cour de cassation.

Les Parties conviennent de plus que doivent notamment être considérés comme causes de suspension de la convention et d'exonération de responsabilité, s'ils interviennent après la conclusion de la convention :

- toute évolution des conditions générales d'exploitation des façades de l'EPV en raison de dispositions législatives, administratives ou fiscales, en particulier en cas de suppression totale ou partielle des bâches imposée par une décision administrative ;
- perte de visibilité totale ou partielle des bâches ne provenant pas du fait de l'EPV ;
- attentats ou événements économiques ou sociaux paralysant l'activité économique, cataclysmes naturels tels que les violentes tempêtes, les cyclones, les tremblements de terre, les raz de marée, les inondations, la destruction par la foudre ;

à la condition toutefois que l'un de ces événements ait eu pour conséquence de rendre l'emplacement totalement ou partiellement inexploitable.

Les obligations des Parties seront dans un premier temps automatiquement suspendues.

La Partie constatant l'événement qualifié de force majeure devra sans délai informer l'autre Partie de son impossibilité d'exécuter les prestations et s'en justifier auprès de celle-ci.

La suspension des obligations ne pourra, en aucun cas, être une cause de responsabilité pour non exécution de l'obligation en cause, ni induire le versement de dommages et intérêts ou de pénalités de retard.

Cependant, dès la disparition de la cause de la suspension de leurs obligations réciproques, les Parties feront tous leurs efforts pour reprendre le plus rapidement possible l'exécution normale de leurs obligations contractuelles.

Si l'événement qualifié de force majeure, perdurait au-delà de six semaines, l'une ou l'autre des Parties pourrait résilier de plein droit la présente convention en notifiant son intention à l'autre Parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La convention serait alors résiliée, sans dommage et intérêt pour l'une ou l'autre des Parties.

ARTICLE 16 – RÉSILIATION

Article 16-1 - Résiliation par l'Établissement public

Nonobstant la durée prévue à l'article 7 ci-dessus, et étant rappelé que la domanialité publique de l'espace occupé s'oppose à ce que l'Occupant puisse invoquer, à son profit, l'application des dispositions législatives régissant les baux de locaux à usage commercial, la présente convention, est accordée à titre précaire et révocable. Elle peut, de ce fait, être résiliée à toute époque, en cas d'inexécution par l'Occupant des conditions imposées par la convention ou si les besoins de l'Établissement public ou un intérêt public justifient cette mesure, ce dont l'administration reste seule juge et cela sans que l'occupant ou ses ayants droits puissent prétendre à une indemnité ou à un dédommagement quelconque.

Dans ce cas, l'Établissement public s'engage à prévenir l'Occupant de son intention, au moins un mois avant la date prévue pour cette résiliation. Cette information se fera par le biais d'une lettre recommandée avec avis de réception précisant la date d'effet de la mesure ainsi que le ou les motifs ayant présidé à cette décision.

Article 16-2 - Résiliation par l'Occupant

Pour le cas où l'Occupant décide de cesser définitivement son activité avant l'expiration de la présente convention, il devra résilier celle-ci en notifiant, moyennant un préavis de un mois, sa décision par lettre recommandée avec avis de réception adressée à l'Établissement public.

ARTICLE 17 – COMMUNICATION

L'EPV autorise XXX à reproduire sur ses catalogues et autres documents (écrits ou sur supports informatiques) servant de support à la présentation de son activité les bâches qui auront été installées par XXX.

L'EPV autorise XXX à faire mention de son nom, de son logo et de son numéro de téléphone :

- soit dans un coin de chaque bâche installée à la demande des annonceurs,
- soit à l'aide d'un panneau extérieur à la bâche, à un emplacement à définir avec l'EPV.

ARTICLE 18 – DROIT APPLICABLE – RÈGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est soumise au droit français à l'exclusion de toute autre législation.

En vue de trouver ensemble une solution à tout litige qui surviendrait dans l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, les Parties conviennent de se réunir dans les quinze

jours à compter de la survenance du litige ou de la réception d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception notifiée par la Partie la plus diligente.

Si au terme d'un délai de quinze jours à compter de cette réunion, les Parties n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur un compromis ou une solution, le litige serait alors soumis au tribunal administratif de Versailles.

Fait à Versailles, le

En deux exemplaires originaux

Pour l'Établissement public du château, du musée
et du domaine national de Versailles,
son Président,
Monsieur Jean-Jacques AILLAGON

Pour XXX,

son,
M

ANNEXES